

République du Sénégal Un Peuple – Un But – Une Foi



* * *

Ministère de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire, du Moyen Secondaire et des Langues Nationales

Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education * * *

Division Suivi Evaluation





Mai 2010

SOMMATRE

SOMMAIRE	1
LISTE DES TABLEAUX	
LISTE DES GRAPHIQUES	2
LEXIQUE	3
I- CONTEXTE ET METHODOLOGIE	4
1.1. Contexte	4
1.2. Méthodologie	4
II- BILAN DIAGNOSTIC DU SECTEUR	
II- BILAN DIAGNOSTIC DU SECTEUR	5
2.1. Etat d'avancement de la mise en œuvre de la politique sectorielle en 2009	
2.1.1. Analyse de l'évolution des indicateurs du DSRP	5
2.1.1.1. Au niveau de l'Enseignement Elémentaire :	0
2.1.1.2. Au niveau de la Formation Professionnelle et Technique :	10
2.1.1.3. Au niveau de l'Alphabétisation :	11
2.1.2. Bilan des autres réalisations sectorielles	11
2.1.2.1. Au niveau du Developpement Integre de la Fettle Enjance	11
2.1.2.2. Au niveau de l'Enseignement Moyen : 2.1.2.3. Au niveau de l'Enseignement Secondaire	16
2.1.2.3. Au niveau de l'Enseignement Secondaire	20
2.1.2.4. Au niveau de l'Enseignement Superteur	
2.1.3.1. Programmation financière:	
2.1.3.1. Programmation financiere: 2.1.3.2 Exécution budgétaire:	24
2.1.4. Principales contraintes sectorielles :	25
2.1.4.1. Au niveau de l'accès :	25
2.1.4.2. Au niveau de la qualité :	25
2.1.4.2. Au niveau de la gestion :	26
2.2. Evaluation de la mise en œuvre du DSRP II (2006-2009)	
2.2.1. Analyse des performances sectorielles (2006-2009)	27
2 2 1 1 Au niveau de l'Enseignement Préscolaire	
2 2 2 2 Au niveau de l'Enseignement Elémentaire :	
2 2 2 3 Au niveau de l'Enseignement Moyen :	29
2 2 2 4 Au niveau de l'Enseignement Secondaire :	31
2.2.2. Mobilisation et exécution des ressources financières.	33
2 2 2 1 Mobilisation des ressources financières (2006-2009)	33
2 2 2 2 Exécution financière	
III-PERPECTIVES ET ORIENTATIONS (période 2010-2015)	
3.1. Orientations stratégiques	33
3.2. Défis et Enjeux du Secteur	34
IV- ANALYSE DES INSTRUMENTS - DISPOSITIF DE SUIVI EVALUATION	34
4.1. Au niveau de la production des données statistiques :	
4.2. Au niveau du traitement de l'analyse et de la diffusion des données :	35
4.3. Au niveau de la Supervision et du Partage des résultats :	35
V- RECOMMANDATIONS	35
5.1. Accès	
5.2. Qualité	35
5.3. Gestion	36
CONCLUSION ·	36
# # #	

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1:Bilan des indicateurs sectoriels DSRP (liste restreinte)	5
Tableau 2:Taux de redoublement et d'abandon par région et selon le sexe en 2008	8
Tableau 3: Taux d'achèvement selon le sexe en 2009	8
Tableau 4:les disparités dans l'accès et dans la scolarisation au Moyen en 2009	14
Tableau 5: Résultats du Baccalauréat par région session 2009	
Tableau 6: Effectifs du Supérieur selon les régions	21
Tableau 7: Programmation financière 2008 et 2009 (LFR)	
Tableau 8: Allocation intra sectorielle du BF (hors salaires et transferts courants)	
Tableau 9: Synthèse exécution budgets 2009	
Tableau 10:Evolution du TBPS 2006-2009	
Tableau 11:Evolution du TBA au CI 2006-2009	
Tableau 12:Evolution du TBS 2006-2009	
Tableau 13:Evolution du TAP 2006-2009	
Tableau 14: Taux de transition en 6ème	
Tableau 15:Evolution TBS EMG 2006-2009	
Tableau 16:Evolution du taux de transition en 2nde	
Tableau 17: Evolution du TBS dans le Secondaire 2006-2009	
Tableau 18:Evolution du budget de l'Etat alloué au Secteur	
Tableau 19:Bilan exécution financière en (2009)	
LISTE DES GRAPHIQUES	
Figure 1: Taux de transition du Moyen en 2008 et en 2009	12
Figure 2:Taux brut de scolarisation du Moyen en 2008 et en 2009	13
Figure 3:Les taux de flux au Moyen entre 2006/2007 et 2007/2008	15
Figure 4:Taux de transition du Moyen en 2008 et en 2009	10 1 <i>7</i>
Figure 5: Evolution du TBS au secondaire entre 2008 et 2009	
Figure 6:Taux de réussite au CFEE 2006-2009	30
Figure 8: Evolution du Taux de réussite au BFEM	30
Figure 9: Evolution du faux de reussite au BrEW	31
Figure 10: Evolution du Taux de redoublement dans l'ESG (2007-2008)	32
Figure 11: Evolution du Taux de réussite au BAC (2006-2009)	32

LEXIQUE

BCI : Budget Consolidé d'Investissement

CDSMT : Cadre de Dépenses Sectorielles à Moyen Termes

CETF: Centre d'Enseignement Technique Féminin

CI: Cours d'Initiation CP: Cours Préparatoire CTP: Case des Tout Petits

CRETF: Centre régional d'Enseignement Technique et de Formation professionnelle

Cv: Coefficient de Variation

CVC: Compétence de Vie Courante

DEEG: Direction de l'Egalité et de l'Equité de genre

DPRE: Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education

DIPE : développement Intégré de la Petite Enfance

DSRP: Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté

ECB: Ecole Communautaire de Base

EPT: Education pour Tous

EMG: Enseignement Moyen Général ESG: Enseignement Secondaire Général

FONDEF: Fonds de Développement de la Formation Professionnelle

FPT: Formation Professionnelle et Technique

GIF: Groupe Initiative des Femmes

OCB: Organisation Communautaire de Base

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement ONFP : Office National pour la Formation professionnelle

PDEF: Programme Décennal de l'Education et de la Formation

SCOFI: Scolarisation des Filles

SDC: Salle De Classe

SIMENF: Système d'Information pour le Management de l'Education Non formelle

SNEEG: Stratégie nationale pour l'Egalité et l'Equité de genre

TAMA: taux d'Accroissement Moyen Annuel

TAP: Taux d'Achèvement du Primaire

TBA: Taux Brut d'Admission TBS: Taux Brut de Scolarisation

1.1. Contexte

Le Sénégal à l'instar de la communauté internationale s'est engagé à atteindre les OMD à l'horizon 2015. A cet effet une Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté a été élaborée et est mise en œuvre depuis 2003.

Dans le Secteur de l'Education, le PDEF est le cadre d'opérationnalisation de cette orientation stratégique. Il vise entre autres l'universalisation de l'achèvement au Primaire, la résorption des disparités genres, l'éradication de l'analphabétisme et l'orientation de la formation professionnelle vers le marché du travail. Ces résultats ciblés sont en phase avec ceux cités dans le Plan d'Action de la 2^{ème} décennie pour le développement de l'Education en Afrique (2005-2015) dans le cadre de l'Union Africaine et dans le document sur la Stratégie Nationale pour l'Egalité et l'Equité de Genre (validé en Avril 2005), outil qui a guidé le diagnostic de la phase II et la planification de la phase III du PDEF.

La mise en œuvre du PDEF appelle des ressources importantes que l'Etat du Sénégal s'emploie au mieux à mobiliser avec l'appui de divers partenaires au développement. Ce partenariat fondé sur le respect des engagements des bailleurs (appui financier et technique aux pays) et des Etats bénéficiaires (Efficacité, efficience, transparence), permet une gestion concertée du Programme qui en améliore les performances conformément à la Déclaration de Paris et à l'objectif n° 8 des OMD.

Dans cet exercice, l'utilisation du CDSMT, en cours dans le Secteur depuis 2005, la sensibilisation et le renforcement des capacités des acteurs sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR), l'organisation d'une Mission de Supervision puis d'une Revue annuelle conjointes Ministère Education – Partenaires sur les résultats, traduisent la volonté d'améliorer les performances sectorielles.

L'année 2009 appelle un bilan annuel conjugué à une formulation du DSRP III. Aussi, le présent rapport du secteur de l'éducation en 2009 est élaboré pour alimenter celui de l'axe II « Accès au Services sociaux de base ».

1.2. Méthodologie

Une équipe technique au sein de la DPRE a produit un draft zéro de bilan sectoriel qui fut partagé au sein du groupe de travail n°10 constitué par des représentants sous sectoriels (Formation professionnelle et Technique, Enseignement Supérieur, Education non formelle), de la société civile, de la Direction Générale du Plan, de l'Agence nationale de la Démographie et des Statistiques, du Ministère de la Famille et de l'Entreprenariat féminin du Consultant chargé de la consolidation du rapport de l'axe II.

Cet exercice de bilan sectoriel (2009 et de phase 2006- 2009) et de perspectives (2010-2015), amorcé dans un atelier de 2 jours tenu à l'Hôtel le NDIAMBOUR les 22 et 23 Avril 2010, s'est poursuivi le Lundi 3 Mai au CRES puis plusieurs jours après à la DPRE. Le sous groupe de travail a respecté la consigne (donnée par le Président de l'axe « Accès aux services sociaux de base ») d'une prise en compte du genre dans le diagnostic sectoriel. Analyse facilitée par la présence dans le groupe de travail de représentants de la DEEG et du GIF.

Configuré ensuite selon le canevas demandé, le document extrant a ensuite été présenté au Directeur de la Planification et de la Réforme de l'Education (Responsable technique de la coordination du PDEF).

L'atelier sur « l'approche genre » outil d'analyse et de planification, organisé les 20 et 21 Mai au Novotel par la DEEG du Ministère de l'Economie et des finances, a fécondé cet exercice de diagnostic sectoriel. Les observations formulées ayant été intégrées, le rapport sectoriel a été envoyé au Ministère de l'Economie et des Finances avec une copie au Consultant accompagnateur. Il est structuré autour des points ci après :

II- BILAN DIAGNOSTIC DU SECTEUR

2.1. Etat d'avancement de la mise en œuvre de la politique sectorielle en 2009

2.1.1. Analyse de l'évolution des indicateurs du DSRP

Dans le cadre du suivi des résultats sectoriels, une liste restreinte d'indicateurs mettant l'emphase sur le sous secteur de l'élémentaire a été retenue : il s'agit du *TBA au CI, le TBS*, le *TAP*. Pour les sous secteurs de la Formation Professionnelle et Technique et de l'Education Non formelle, le *Taux d'accroissement des effectifs* et les *Effectifs enrôlés* ont été respectivement retenus.

Des indicateurs d'autres sous secteurs (DIPE, EM, ESG, ES) seront aussi examinés.

Tableau 1:Bilan des indicateurs sectoriels DSRP (liste restreinte)

	<u>Tableau 1:</u> Bila			2008	2	009	Cibles	
		,	Structure responsable		Prévu	Réalisé	TA	Ecart R-P
	Indicateurs	retenus			1000			
	TBA au	National		113,6%	110,3%	117,5%	3,43%	7,20%
	CI	Filles	DPRE /	119,1%	109,7%	123,9%	4,03%	14,20%
		Garçons	Education	108,5%	106,8%	111,5%	2,76%	4,70%
	TBS	National	DPRE	90,1%	91,7%	92,5%	2,66%	0,80%
		Filles	Education	92,4%	92,6%	95,9%	3,79%	3,30%
		Garçons		88,0%	90,8%	89,2%	1,36%	-1,60%
	TAP	National		58,4%	62,3%	59,6%	2,05%	-2,70%
		Filles	DPRE/Educati	58,0%	60,4%	60,4%	4,14%	0,00%
		Garçons	on	58,8%	64,1%	58,7%	-0,17%	-5,40%
)								
The second contract of the second		croissement des ablic, privé) de la	DPRH / METFP	6, 06%	4%	6%	14%	-0,99%
THE PERSON NAMED IN COLUMN	Effectifs enrôlés da	Total	Direction	83529	92 893	77988	-6,63%	-14905
THE COUNTY OF THE PERSON NAMED IN	programme	Fem.	l'Alphabétisati	66208	57835	66895	1,04%	9060
	d'alpha.	Hom.	on	17321	23 223	11093	-35,96%	-12130

Source: Rapport National Situation de l'Education 2009 ME/DPRE

Rapports Direction de l'Alphabétisation- Ministère de la Formation Professionnelle et Technique

2.1.1.1. Au niveau de l'Enseignement Elémentaire :

Ce sous secteur est la première priorité du programme. En 2009, la part du budget de fonctionnement qui lui a été allouée s'élève à 45,1%. Les résultats ci après ont été enregistrés :

La scolarisation: L'accès à l'élémentaire (TBA) a évolué de 3,9 points de 2008 à 2009 soit un Taux d'accroissement de 3,43%. Cependant, il convient de souligner que cette performance a plus bénéficié aux filles (avec un taux de 4,03%) qu'aux garçons (avec seulement 2,76 %). Ainsi, pour cet indicateur, l'indice de parité est en faveur des filles avec 1,11. Ce déséquilibre en faveur des filles s'est davantage accentué dans les régions de Dakar, Kaolack, Tamba, Thiès et Ziguinchor. Cependant, le TBA des filles n'a chuté qu'à Dakar (de 132,9% à 129,8%) et à Kaolack (de 108% à 107,8%) du fait de campagnes de recrutement qui a globalement perdu en ampleur. et d'autre part des enfants issus de la grande section des structures de DIPE (Développement Intégré de la Petite Enfance) contribuent à cette performance de l'accès.

Au niveau de la participation, le **TBS**) a progressé de 90,10% en 2008 à 92,5% en 2009 soit un Taux d'accroissement de 2,66%. Ici également, les filles sont les seules à profiter des progrès enregistrés avec un taux de 3,79 permettant de réaliser un écart positif de 3,3% là où les 1,36% des garçons ne leur ont pas permis de d'atteindre l'objectif annuel avec un écart de – 1,60%. ; à ce rythme la cible de 96% en 2011 est accessible.

Notons que la parité du TBS atteinte depuis 2006 est aujourd'hui en faveur des Filles (Ip = 1,07) du fait des faibles efforts en faveur des garçons.

Des disparités interrégionales restent remarquables dans l'accès; Cv du TBS est à 0,22. Ainsi si le TBS est à 119,7% à Dakar, 107,8% à Ziguinchor, Diourbel est à 56,2% Louga à 70% Kaolack à 72,7%

La contrainte majeure limitant l'accès à la scolarisation est le retard dans les programmes de construction. En moyenne 1500 salles de classes construites sur ressources nationales sont attendues annuellement. En 2008 comme en 2009 le BCI n'a livré aucune salle. Les Programmes BAD IV (400 SDC) et JICA (100 SDC) en cours depuis 2008, ont livré respectivement 249 et 211 classes. Cette inefficacité des programmes de construction est à l'origine de la prolifération des abris provisoires dans le réseau de l'élémentaire (15,2%) et des Classes à double Flux (9,2% des groupes pédagogiques).

Signalons que, sur BCI 2009, le budget initial de 7 milliards prévu pour construire 1500 (SDC), a subi une ponction la ramenant à 2 885 900 000 utilisés pour réengager une partie des marchés de SDC (1370) attribués en 2008, du fait du non report des encours.

L'insuffisance du traitement de la demande est en cause dans le niveau peu satisfaisant de la scolarisation à Diourbel, Kaloack et Louga. Le contexte de pauvreté aidant, les coûts d'opportunité pèsent sur l'indicateur à Kaolack, phénomène encore accentué par le nomadisme dans l'académie de Louga.

La parité du TBS reste encore à réaliser dans les académies de Kolda (0,91) et Tamba (0,95). Des avancées ont été notées suite aux diverses interventions des cellules de la SCOFI appuyées par l'UNICEF. Ainsi les réticences culturelles à la scolarisation des filles ont pu être grandement amoindries : le TBS filles à Kolda est passé de 92,5% en 2007 à 102% en 2009 : soit un gain d'environ 10 points. A Tamba, l'indicateur est passé de 76,5% à 87,7% pour la même période, soit un gain d'environ 10 points en 2 ans.

<u>L'achèvement à l'élémentaire</u>: Le Taux d'achèvement du Primaire (TAP) est passé de 58,4% en 2008 à 59,6% en 2009 soit un Taux d'accroissement de 2,05% assez faible cependant pour réaliser la cible de 62,30% causant ainsi un écart négatif de 2,70 par rapport aux prévisions de 2009.. A ce rythme l'atteinte de la cible de 70,4% en 2011 est peu probable.

Le TAP des Filles a connu un accroissement de 4,14% leur permettant de réaliser l'objectif de 2009 là où les garçons ont enregistré un taux négatif de 0,17% avec un gap de 5,40% par rapport à l'objectif 2009. En fait, en 2009, il y a eu plus d'abandons et de redoublements chez les garçons (respectivement 11,6% et 7,7%) que chez les filles (11,4% et 7,6%) avec un TBA largement en faveur de ces dernières (123,90,% contre 117,5%).

Le TAP a connu des avancées au niveau de toutes les régions sauf à Dakar où il y a eu un recul de 2,6 point surtout du au fait du recul enregistré au niveau des garçons (de 98,7% à 92,7%). Le TAP des filles a connu des progrès dans toutes les régions. gagné 7,4 points sur la période 2007-2009 soit un TAMA de 2 %

Comme pour le TBS, l'analyse de la distribution du TAP révèle des disparités inter régionales: Cv = 0,35. Ainsi si Dakar a un TAP de 96%, Ziguinchor 88,7% Diourbel est à 31,9% Kaolack à 41,9% et Louga à 43%.

Ces résultats sont à corréler à l'efficacité interne respective des régions :

Tableau 2: Taux de redoublement et d'abandon par région et selon le sexe en 2008

	Taux de redoublement		Taux d'abandon	
***************************************	Garçons	Filles	Garçons	Filles
Dakar	8,80%	8,20%	10%	8,80%
Diourbel	6,10%	8,20%	13,50%	13,80%
Fatick	7,20%	7,50%	12,00%	10,80%
Kaolack	8,90%	8,70%	12,90%	14,60%
Kolda	9,20%	10,00%	13,60%	15,10%
Louga	6,50%	7,20%	17%	14,50%
Matam	2,10%	1,90%	15,90%	11,80%
St louis	6,70%	6,50%	9,40%	10,20%
Tamba	3,20%	3,20%	11,10%	14,10%
Thiès	9,30%	9,40%	11,60%	10,20%
Ziguinchor	7,70%	8,10%	5,90%	6,80%
Sénégal	7,70%	7,60%	11,60%	11,40%

Source: Rapport National Situation de l'Education 2009 ME/DPRE

Kolda est l'académie qui a le Taux de redoublement le plus élevé tant pour les garçons que pour les filles. A l'inverse Matam a réalisé le plus faible taux donc la meilleure performance de l'indicateur. Quant aux abandons les académies de Kolda (15,1%), Kaolack 14,6%) Louga (14,5%) et Tamba se distinguent par des taux élevés et plus importants pour les filles que pour les garçons. Les mariages précoces notées (chez les Peuls, Toucouleurs les Sarakolé entre autres) les violences sexuelles (grossesses précoces non désirées) les coûts d'opportunités (dans ces zones de pauvreté) et les redoublements participent des facteurs majeurs à l'origine de l'importance des abandons des filles.

L'importance des abandons des garçons à Louga (17%), Matam 15,9%, kolda (13,6%) pourraient être corrélée entre autres au nomadisme (en rapport avec un élevage extensif) et l'exode des jeunes vers les grandes villes où le travail, l'occupation de la rue les écartent de l'école.

L'indicateur par sexe et selon les régions se présente comme suit :

Tableau 3: Taux d'achèvement selon le sexe en 2009

	Taux d'Achèver	Indice parité	
	Garçons (a)	Filles(b)	(b/a)
Dakar	92,70%	99,40%	107,23%
Diourbel	29,60%	34,10%	115,20%
Fatick	67,40%	72,30%	107,27%
Kaolack	41,50%	42,30%	101,93%
Kolda	62,00%	49,10%	79,19%
Louga	44,00%	42,00%	95,45%

Matam	35,00%	45,20%	129,14%
St louis	56,50%	63,00%	111,50%
Tamba	55,70%	45,00%	80,79%
Thiès	59,60%	69,00%	115,77%
Ziguinchor	88,30%	89,10%	100,91%
Sénégal	58,70%	60,40%	102,90%

Source : Rapport National Situation de l'Education 2009 ME/DPRE

Trois académies Kolda (Ip= 0,79) Tamba (Ip= 0,80) et Louga (Ip= 0,95) ont un indice du TAP défavorable aux filles. La faiblesse de l'efficacité interne notée dans ces académies est en cause. Dans toutes les autres académies l'indicateur est en faveur des filles ce qui comme signalé dans l'analyse de la scolarisation, est le résultat des interventions d'acteurs et de partenaires divers œuvrant pour l'accès et le maintien des filles. Ces performances traduisent la résorption d'une disparité historique un pas important vers l'EPT à conforter.

A cet effet, l'avènement d'un nouveau curriculum de l'éducation de base fonde un espoir quant à l'amélioration de la qualité des apprentissages donc l'achèvement du Primaire. La généralisation a concerné les Etapes I (CI et CP) et II (CEI- CEII). Les maîtres, les animateurs des structures publiques de la petite et moyenne section ont été formés à l'approche par les compétences (qui sous tend cette innovation). Des supports didactiques débarrassés de tout stéréotype sexiste sont utilisés.

Les contraintes à l'achèvement du Primaires sont :i) l'importance des redoublements (7,7% en 2009, pour les filles :), des abandons (11,5% en 2009; pour les filles :); ii) la faiblesse de la qualification des Maîtres (46%); notons que 60,6% des enseignants craie en main sont des Volontaires ou des Maîtres contractuels; le taux d'encadrement reste faible; iii) Faiblesse du ratio manuels/élève (les cibles de 2 manuels à l'étape 1 et 5 manuels dans les étapes 2 et 3 restent encore un défi); iv) la faiblesse du Temps réel d'enseignement apprentissage (Quantum horaire) : 733H sur 900 en 2009; v) la précarité des conditions d'apprentissage (beaucoup d'écoles sont sous Abris provisoires, d'autres sont sans point d'eau, bloc d'hygiène, mur de clôture et électricité; la couverture en cantines est insuffisante :56,49% des élèves de l'élémentaire).

2.1.1.2. Au niveau de la Formation Professionnelle et Technique :

Le Taux d'accroissement des effectifs est à 6% en 2009 et constitue un dépassement de 2% par rapport à la cible fixée. Cependant, par rapport aux performances de 2008, on relève un

taux négatif d'accroissement de 0,99%; ce qui signifie que l'objectif fixé pour 2009 a été trop pessimiste. les taux de transition du Moyen au secondaire Technique et au secondaire professionnel sont respectivement à 4,5% et 2,6%. Les performances à l'accès au sous secteur restent le fait en grande partie de l'offre privée.

La précarité et l'insuffisance des infrastructures limitent l'accès : 32 projets de construction ou réhabilitations de centres étaient prévus dans le POBA de 2009 ; le niveau d'exécution technique est à 3%.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle politique du sous secteur signalons le démarrage de l'expérimentation de l'intégration de l'apprentissage dans les processus de la FPT. En outre des études ont été menées pour l'ouverture de nouvelles filières de formation dans des bassins porteurs de croissance économique (Ziguinchor, Tamba, Thiès, Matam). Pour une meilleure adéquation des profils au marché de l'emploi, des Programmes ont été écrits et réécrits selon l'Approche par les Compétence (APC), l'alternance école – Entreprise est de mise dans les formations et le Partenariat avec le Secteur privé (à travers des projets d'Etablissement ou l'ouverture du Conseil d'Administration des établissements au Privé) est promu. 5 248 nouveaux diplômés d'Etat des 3 niveaux de qualification ont été injectés dans le marché de l'emploi en 2009. *Des cellules d'appui à l'insertion* sont installées dans les structures de FPT (CETF et CRETF).

L'installation de la commission nationale de concertation sur la formation professionnelle et technique et la commission partenariale des programmes traduit la mise en œuvre de la gouvernance partenariale du système de formation professionnelle conformément aux orientations du sous secteur.

Le projet de mise en place d'une Commission Partenariale de Certification (CPC) dans le système de formation professionnelle est en cours, des référentiels de certification ont pu être élaborés.

Prés de 18000 professionnels ont bénéficié des actions de formation continue à travers la mise en œuvre des plans de formation de l'ONFP et du FONDEF. Toutefois, une part importante de la demande de formation continue n'a pas été satisfaite en 2009 faute de ressources suffisantes : signalons que seuls 5% de la CFCE (Contribution Forfaitaire à la Charge de l'Employeur) est alloué annuellement à la FPT.

2.1.1.3. Au niveau de l'Alphabétisation :

Les effectifs enrôlés en 2009 s'élèvent à 77 988 pour un effectif ciblé de 92 893 soit un gap de 14905. Pourtant, au niveau des femmes, l'objectif de 57835 a été largement dépassé

avec une réalisation de 66 895 soit un excédent de 9060. Par rapport à 2008, elles ont connu un taux d'accroissement de 1,04%.

La contreperformance est à relever au niveau des hommes qui ont vu leurs effectifs passer de 17321 en 2008 à 11093 en 2009 soit un taux d'accroissement négatif de 35,96%. Par rapport à la cible 2009, on relève un gap de 23965.De 2007 à 2009 la cible annuelle n'a jamais été atteinte. Ainsi le gap cumulé est de 24 269 entre 2008 et 2009. La politique d'ouverture d'écoles communautaires de base pour donner un accès à une éducation de base aux enfants dé scolarisés ou non scolarisés particulièrement en milieu rural, connaît des difficultés dans sa mise en œuvre. Les effectifs des ECB sont passés de 426 en 2008 à 91 en 2009 (pour une cible de 3985).

La proportion des femmes dans les effectifs est de 85,7% en 2009, elle dépasse largement l'objectif de 75%.

La stratégie d'alphabétisation est limitée par i) l'insuffisance de l'implication des Collectivités locales dans la mise en œuvre des programmes; ii) l'inadaptation des procédures du BCI (une partie des ressources du BCI 2009 a été ponctionnée du fait de l'impossibilité de sa mobilisation pour l'exercice budgétaire en cause); iii) l'insuffisance de la coordination des interventions; iv) l'insuffisance de la qualité et de la couverture du système d'information (situation qui pourrait s'améliorer avec l'extension du SIMENF (Système d'information pour le Management de l'Education Non Formelle); v) déficit de suivi évaluation des apprentissages (seul les apprenants du Programme PEQT II ont bénéficié d'un suivi évaluation des seuils de maîtrise des disciplines de base: Lecture, Ecriture; Math; CVC, par les structures du Ministère). Vi) le faible niveau académique des facilitateurs et le déficit de formation initiale et continue; vii) l'insuffisance des ressources allouées au sous secteur (environ 1% en 2009 soit un gap de 2 points par rapport aux 3% de la recommandation de Bamako et du protocole de Maputo).

2.1.2. Bilan des autres réalisations sectorielles

2.1.2.1. Au niveau du Développement Intégré de la Petite Enfance

En 2009 le TBPS est passé de 8,8% en 2008 à 9,1% en 2009 soit un taux d'accroissement de 3,41% (sur une population pré scolarisable de 1 383 660 sur une cible de 9,3%; le TBPS filles est à 9,7% pour une cible de 10%. L'objectif global est presque atteint pour les filles; ce qui n'est pas le cas pour les garçons qui constitue la majorité dans la population préscolarisable au niveau national (50,6%) et dans toutes les régions. La parité est en faveur des filles au niveau national (1,14) et dans toutes les régions. Des disparités inter régionales sont également marquées: (Ziguinchor: 17,2 Dakar: 16,2 Kaolack: 3,7 Diourbel: 3,9; Kolda: 4,5 Matam:4).